



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/n°517/6.1

Objet : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT
SOCIETE GINGER CEBTP

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris notamment en ses articles L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et tout particulièrement l'Article L2213-1.,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R610-5 et R623-2,

Vu le Code de la Route notamment l'article R.417-10

Considérant la demande en date du 04 août 2023 de la société GINGER CEBTP – 12 rue des frères Lumière 34830 JACOU,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement afin d'assurer le bon déroulement des travaux de sondages géotechniques en date du 04 septembre 2023,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Maire de la commune d'Aigues-Mortes, autorise La société GINGER CEBTP à stationner un véhicule type fourgon, à l'occasion des travaux de sondages techniques effectués rue Emile Jamais.

- **LE LUNDI 04 SEPTEMBRE 2023 de 07 heures 00 à 12 heures 00.**

ARTICLE 2 : Le stationnement est autorisé :

- **21, boulevard Gambetta – 30220 AIGUES-MORTES**

ARTICLE 3 :

Le stationnement de tout autre véhicule sera interdit, et considéré comme gênant, le lundi 04 septembre 2023 de 07 heures 00 à 12 heures 00, devant le 21 boulevard Gambetta.

La police municipale mettra en place, 48 heures avant le début de la manifestation, soit le samedi 02 septembre 2023, un panneau d'interdiction de stationner sur pied, mentionnant les dates et heures d'interdiction ainsi que le numéro de la réglementation correspondant.

ARTICLE 4 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la route. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles visés dans les vus et considérants, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux assermentés à cet effet.

Dans le cas où un véhicule ne respecterait pas l'interdiction et gênerait, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale ou l'agent occupant ces fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues-Mortes,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité

Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 23 août 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

